

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A
L'ACCORD INSTITUANT LA FONDATION
INTERNATIONALE UE-ALC, FAIT À SAINT-
DOMINGUE LE 25 OCTOBRE 2016.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE INSTEMMING
MET DE OVEREENKOMST TOT OPRICHTING
VAN DE INTERNATIONALE EU-LAC STICHTING,
GEDAAN TE SANTO DOMINGO OP 25 OKTOBER
2016.

PHILIPPE,



ROI DES BELGES,

61252/4

FILIP,

KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Sur la proposition du Ministre des Affaires
étrangères et européennes,

Op de voordracht van de Minister van
Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Le Ministre des Affaires étrangères et
européennes est chargé de présenter, en Notre nom, à la
Chambre des Représentants le projet de loi dont la teneur
suit :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese
Zaken is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de
tekst hierna volgt, in Onze naam bij de Kamer van
Volksvertegenwoordigers in te dienen :

ARTICLE 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article
74 de la Constitution.

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld
in artikel 74 van de Grondwet.

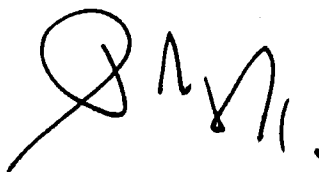
ART. 2

L'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, fait à Saint-Domingue le 25 octobre 2016, sortira son plein et entier effet.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by 'R' and 'YNDERS'.

Didier REYNDERS

ART. 2

De Overeenkomst tot oprichting van de internationale EU-LAC Stichting, gedaan te Santo Domingo op 25 oktober 2016, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD INSTITUANT LA FONDATION INTERNATIONALE UE-ALC, FAIT À SAINT-DOMINGUE LE 25 OCTOBRE 2016.

Exposé des motifs

Projet de loi portant ratification de l'Accord établissant la Fondation internationale UE-ALC, conclu à Saint-Domingue le 25.10.2016.

1. Introduction.

Cette proposition de loi concerne la ratification de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC. Celle-ci remplacera la fondation UE-ALC provisoire, constituée en droit allemand en 2011. La Fondation internationale UE-ALC devient ainsi une organisation internationale dotée de la personnalité juridique en vertu du droit international public.

2. Évolution et genèse de l'accord.

Dans le cadre du partenariat stratégique lancé en juin 1999 entre l'Amérique latine et centrale et les Caraïbes (ALC) et l'Union européenne (UE), les chefs d'État et de gouvernement ont pris l'initiative, lors du 5^e sommet UE-ALC (Lima, Pérou, 16 mai 2008) de créer une Fondation UE-ALC. Le 6^e sommet UE-ALC (Madrid, Espagne, 18 mai 2008) a approuvé la décision de créer cette Fondation. En 2011, une Fondation provisoire a été instituée en Allemagne, avec siège à Hambourg.

Le 07.11.2011, la Commission européenne a présenté une *Recommandation au Conseil* "afin d'autoriser la Commission à négocier un accord international instituant la Fondation UE-ALC". Lors de sa réunion du 23.03.2012, le Conseil (Affaires étrangères) a autorisé la Commission à ouvrir ces négociations. Le 29.01.2015, les négociations ont été menées à bonne fin et le 09.06.2015, le texte de l'accord a été paraphé en marge de la réunion UE-CELAC des ministres des Affaires étrangères à Bruxelles. La signature a eu lieu à Saint-Domingue le 25.10.2016.

3. Contenu de l'accord.

L'accord comporte 30 articles qui traitent des différents aspects liés à la Fondation. Une première série d'articles (1-7) portent sur l'objet de l'accord, la nature et le siège principal de la Fondation, ses membres, la personnalité juridique, les objectifs, les critères applicables à l'organisation des activités et les activités de la Fondation. Une deuxième série d'articles déterminent la structure de la Fondation, notamment le conseil des gouverneurs, le président et le directeur exécutif. Les articles 16 et 17 incluent les modalités de financement. L'article 18 concerne l'évaluation de la Fondation et l'article 19 les partenariats stratégiques de la Fondation. L'article 20, très important, traite des privilèges et immunités. En lien avec cet article et notamment avec ses paragraphes 5 et 6, la Belgique a formulé une déclaration unilatérale précisant la portée de l'exonération fiscale dans l'éventualité où un bureau de la Fondation ouvrirait en Belgique. L'article 21 concerne les langues de la Fondation et l'article 22 la

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

procédure de règlement des différends. Les articles 23 à 30 abordent la mise en œuvre de l'accord.

4. Commentaire article par article.

L'Accord institue la Fondation internationale UE-ALC (art. 1) avec le statut d'organisation internationale et intergouvernementale ayant son siège à Hambourg (art. 2). Les États latino-américains et des Caraïbes, les États membres de l'UE et l'UE sont les seuls membres de la Fondation (art. 3). L'article 4 établit la personnalité juridique internationale de la Fondation.

L'article 5 dresse la liste des objectifs de la Fondation. La fondation doit notamment contribuer au renforcement du partenariat birégional UE-CELAC, favoriser la compréhension et la connaissance mutuelle et renforcer la visibilité réciproque. À cet effet, la Fondation met en place des activités basées sur les priorités et les thèmes abordés aux sommets UE-CELAC. La société civile et d'autres acteurs sociaux y sont associés (art. 6). La Fondation organise entre autres des séminaires, des conférences, des ateliers, des programmes birégionaux de sensibilisation et des études. Elle cherche également à créer et proposer des opportunités de contact (art.7).

L'article 8 institue la structure triple de la Fondation : le conseil des gouverneurs, le président et le directeur exécutif. Le conseil des gouverneurs est composé de représentants de la Fondation UE-ALC. Le bureau exécutif de l'assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EuroLat) et l'assemblée parlementaire paritaire ACP-UE sont invités à nommer un représentant en tant qu'observateur (art. 9). La présidence est assurée par un représentant de l'UE ou de l'ALC. L'article 11 détaille les prérogatives du conseil des gouverneurs, notamment la nomination du président et du directeur exécutif, l'adoption des orientations générales, l'approbation des accords conclus par la Fondation et la fixation du budget et du statut du personnel. Le conseil des gouverneurs se réunit habituellement deux fois par an en session ordinaire, mais il peut également tenir des sessions extraordinaires (art. 12). Le conseil des gouverneurs prend ses décisions sur la base d'un consensus des membres présents (art. 13).

Le président de la Fondation (art. 14) est issu des membres de la Fondation UE-ALC et est nommé pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois. La fonction est occupée alternativement par un ressortissant d'un État membre de l'UE ou par un ressortissant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes. Si le président désigné est originaire d'un État membre de l'UE, le directeur exécutif est un ressortissant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes, et inversement. Le président représente la Fondation dans ses relations externes.

Le directeur exécutif (art. 15) gère la Fondation. Le directeur exécutif est nommé par le conseil des gouverneurs pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois. Il s'agit d'une fonction rémunérée.

La Fondation est financée sur une base volontaire et sans préjudice de la participation au conseil des gouverneurs (art. 16). Les comptes de la Fondation sont vérifiés par des auditeurs indépendants (art. 17). Le conseil des gouverneurs évalue les activités de la Fondation (art. 18). La fondation compte

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

initialement quatre partenaires stratégiques, mais ce nombre peut augmenter (art. 19).

L'article 20 réglemente les privilèges et immunités. En relation avec les paragraphes 5 et 6 de cet article, la Belgique a déposé une déclaration unilatérale spécifiant qu'en cas d'ouverture d'un bureau de la Fondation en Belgique, il ne pourra y avoir d'exonération des impôts sur les salaires et les émoluments des membres du personnel.

L'article 21 détermine les langues de la Fondation. Les dispositions en matière de règlement des différends, d'amendements, de ratification et d'accession, d'entrée en vigueur, de durée et de dénonciation, de dissolution et de liquidation, de dépositaire et de réserves ainsi que les dispositions transitoires sont détaillées dans les articles 22 à 30.

5. Considérations belges.

Eu égard entre autres au partenariat stratégique entre l'UE et la CELAC, la Belgique a toujours soutenu la mise sur pied de cette Fondation. La Belgique, de concert avec l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, a contribué activement à l'élaboration de l'accord.

La Belgique a notamment veillé à ce que la contribution financière sur base volontaire soit renforcée et que celle-ci ne dépende pas de la participation au conseil des gouverneurs.

Par ailleurs, la Belgique a clairement pris garde à ce que l'article 20 concernant les privilèges et immunités ne puisse pas donner lieu à des obligations dans le chef de la Belgique, dans l'éventualité où un bureau de la Fondation serait établi en Belgique. À cet effet, la Belgique a formulé une déclaration unilatérale.

Au niveau intérieur belge, le projet d'accord a fait l'objet de la consultation habituelle de toutes les parties prenantes par la direction générale Coopération et Affaires européennes (21.11.2011). Par ailleurs, concernant l'article sur les privilèges et les immunités, la concertation a été continue avec le Comité interministériel pour la politique de siège et par l'intermédiaire de ce dernier, avec les services compétents du Service public fédéral Finances.

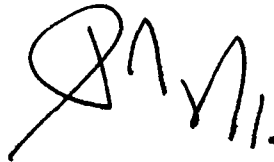
EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

6. Nature de l'accord au niveau interne belge.

Sur le plan interne belge, les dispositions de cet accord relèvent de la compétence fédérale mais aussi, pour certains domaines, de la compétence des Communautés et des Régions, comme convenu lors de la réunion du groupe de travail "Traités mixtes" du 22.09.2016.

Sous la signature du représentant du ministre des Affaires étrangères de la Belgique figure dès lors, avec l'accord des Communautés et des Régions, une formule indiquant que ladite signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by 'R' and 'M.'.

Didier REYNDERS

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

WETSONTWERP HOUDENDE INSTEMMING MET DE OVEREENKOMST TOT OPRICHTING VAN DE INTERNATIONALE EU-LAC STICHTING, GEDAAN TE SANTO DOMINGO OP 25 OKTOBER 2016.

Memorie van Toelichting

Wetsontwerp ter bekrachtiging van de Overeenkomst tot Oprichting van de Internationale EU-LAC Stichting, gedaan te Santo Domingo op 25.10.2016.

1. Inleiding.

Het onderhavige wetsvoorstel betreft de bekrachtiging van de Overeenkomst tot oprichting van de Internationale EU-LAC Stichting. Met deze Overeenkomst dient de in 2011 naar Duits recht opgerichte voorlopige EU-LAC Stichting vervangen te worden door de Internationale EU-LAC Stichting. Hiermee wordt de Stichting een internationale organisatie met rechtspersoonlijkheid krachtens het internationaal publiekrecht.

2. Evolutie en ontstaan van de overeenkomst.

In het kader van het in juni 1999 gelanceerde strategisch partnerschap tussen Latijns- en Centraal-Amerika en het Caribisch gebied (LAC) en de Europese Unie (EU) werd tijdens de 5^{de} EU-LAC Top (Lima, Peru, 16 mei 2008) door de Staats- en Regeringsleiders het initiatief genomen om een EU-LAC Stichting in te stellen. Tijdens de 6^{de} EU-LAC Top (Madrid, Spanje, 18 mei 2008) werd het besluit tot oprichting van deze Stichting aangenomen. In 2011 werd een voorlopige stichting in Duitsland opgericht met zetel te Hamburg.

Op 07.11.2011 legde de Europese Commissie een "Aanbeveling aan de Raad" voor "om de Commissie te machtigen om te onderhandelen over een internationale overeenkomst tot oprichting van de EU-LAC Stichting". Tijdens zijn zitting van 23.03.2012 heeft de Raad (Buitenlandse Zaken) aan de Commissie de machtiging gegeven om deze onderhandelingen te openen. Op 29.01.2015 werden de onderhandelingen met succes afgerond en op 09.06.2015 werd de tekst van de overeenkomst in de marge van de EU-CELAC vergadering van de Ministers van Buitenlandse Zaken te Brussel geparafeerd. De ondertekening vond te Santo Domingo op 25.10.2016 plaats.

3. Inhoud van de Overeenkomst.

De overeenkomst telt 30 artikelen die de verschillende aspecten met betrekking tot de Stichting behandelen. Een eerste reeks artikelen (1-7) heeft betrekking op het voorwerp van de overeenkomst, de aard en de hoofdzetel van de Stichting, de leden ervan, de rechtspersoonlijkheid, de doelstellingen, de criteria voor het opzetten van activiteiten en de activiteiten van de Stichting. Een tweede reeks artikelen bepaalt de structuur van de Stichting, met name de Raad van bestuur, de Voorzitter en de Uitvoerend Directeur. Artikel 16 en 17 omvatten de bepalingen houdende de financiering. Artikel 18 betreft de evaluatie van de Stichting en artikel 19 de strategische partnerschappen van de Stichting. Het belangrijke artikel 20 betreft de Voorrechten en immuniteiten. Met betrekking tot

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

dit artikel en met name de paragrafen 5 en 6, legde België een unilaterale verklaring af inzake taksvrijstelling in het geval een bureau van de Stichting in België zou geopend worden. Artikel 21 betreft de talen van de Stichting en artikel 22 de geschillenbeslechting. De artikelen 23 tot 30 betreffen de tenuitvoerlegging van de overeenkomst.

4. Artikelsgewijze toelichting.

De Overeenkomst richt dus de internationale EU-LAC Stichting op (art. 1) die een internationale intergouvernementele organisatie wordt met zetel te Hamburg (art. 2). De Latijns-Amerikaanse en Caribische Staten, de EU-Lidstaten en de EU worden de enige leden van de Stichting (art. 3). Art. 4 stelt de internationale rechtspersoonlijkheid van de Stichting in.

In art. 5 worden de doelstellingen van de Stichting opgelijst. De Stichting dient met name bij te dragen tot de versterking van het CELAC-EU bi-regionale partnerschap, de wederzijdse kennis en begrip tussen de beide regio's te bevorderen en de onderlinge zichtbaarheid tussen de beide regio's te versterken. Hiertoe zet de Stichting activiteiten op die gebaseerd zijn op de prioriteiten en de thema's die aan bod komen op de EU-CELAC Toppen. Het maatschappelijk middenveld en de andere sociale actoren worden hierbij betrokken (art. 6). Activiteiten van de Stichting zijn ondermeer seminars, conferenties, workshops enz., bi-regionale bewustmakingsprogramma's, studies en het nastreven en aanbieden van contactmogelijkheden (art. 7).

Art. 8 stelt de driedelige structuur van de Stichting in : de Raad van Bestuur, de Voorzitter en de Uitvoerend Directeur. De Raad van Bestuur bestaat uit vertegenwoordigers van de EU-LAC Stichting. Het uitvoerend bureau van de Euro-Latijns-Amerikaanse Parlementaire Vergadering (EuroLat) en de Paritaire Parlementaire Vergadering ACS-EU worden verzocht een vertegenwoordiger als waarnemer aan te stellen (art. 9). Het voorzitterschap wordt waargenomen door vertegenwoordiger van de EU en van de LAC. Art. 11 somt in detail de bevoegdheden van de Raad van Bestuur op, met name de aanstelling van de Voorzitter en de Uitvoerend Directeur, de vaststelling van de algemene richtsnoeren, de goedkeuring van overeenkomsten die de Stichting afsluit en de vaststelling van de begroting en het personeelsstatuut. De Raad van Bestuur komt normaal twee maal per jaar in gewone vergadering bijeen doch kan ook buitengewone vergaderingen hebben (art. 12). De Raad van Bestuur neemt zijn besluiten aan bij consensus door de aanwezige leden (art. 13).

De Voorzitter van de Stichting (art. 14) komt voort uit de leden van de EU-LAC Stichting en wordt benoemd voor een termijn van 4 jaar die één maal kan verlengd worden. De functie wordt bij toerbeurt vervuld door een onderdaan van een EU-Lidstaat of een onderdaan van een Latijns-Amerikaanse of Caribische staat. Indien de aangestelde Voorzitter afkomstig is van een EU-Lidstaat, komt de aangestelde Uitvoerend Directeur uit een Latijns-Amerikaanse of Caribische staat en omgekeerd. De Voorzitter vertegenwoordigt de Stichting in haar externe betrekkingen.

De Uitvoerend Directeur (art. 15) beheert de Stichting. De Uitvoerend Directeur wordt benoemd door de Raad van Bestuur voor een termijn van 4 jaar die één maal kan verlengd worden. Het is een bezoldigde functie.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

De Stichting wordt gefinancierd op basis van vrijwilligheid en zonder afbreuk te doen aan de deelname aan de Raad van Bestuur (art. 16). De rekeningen van de Stichting worden geverifieerd door onafhankelijke accountants (art. 17). De Raad van Bestuur evalueert de activiteiten van de Stichting (art. 18). De Stichting heeft 4 oorspronkelijke strategische partners doch kan het aantal uitbreiden (art. 19).

Art. 20 regelt de bepalingen inzake voorrechten en immuniteiten. Met betrekking tot de paragrafen 5 en 6 van dit artikel heeft België een unilaterale verklaring neergelegd waarin het stelt dat bij de opening van een bureau van de Stichting in België er geen vrijstelling van taksen kan zijn op de salarissen en emolumenten van de personeelsleden.

Art. 21 bepaalt de talen van de Stichting. De bepalingen inzake geschillenbeslechting, wijzigingen, bekrachtiging en toetreding, inwerkingtreding, geldigheidsduur en opzegging, ontbinding en vereffening, depositaris, voorbehouden en de overgangsbepalingen zijn vervat in de art. 22 tot en met 30.

5. Belgische aandachtspunten.

België heeft, mede gelet op het strategische partnerschap tussen de EU en CELAC de instelling van deze Stichting steeds ondersteund. Samen met Duitsland, Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk heeft België op intensieve wijze meegewerkt aan de uitwerking van de overeenkomst.

België heeft er met name over gewaakt dat de financiële bijdrage op vrijwillige basis wordt verstrekt en dat deze bovendien los staat van de deelname aan de Raad van Bestuur.

Daarnaast heeft België er duidelijk over gewaakt dat artikel 20 inzake voorrechten en immuniteiten geen aanleiding kon geven tot verplichtingen in hoofde van België in het geval een bureau van de Stichting in België zou gevestigd worden. België legde hiertoe dan ook een unilaterale verklaring af.

Op intern Belgisch vlak heeft de ontwerpovereenkomst het voorwerp uitgemaakt van de gebruikelijke raadpleging van alle stakeholders door de Directie-Generaal Europese Zaken en Coördinatie (21.11.2011). Daarnaast werd met betrekking tot het artikel inzake voorrechten en immuniteiten een constant overleg gevoerd met het Interministerieel Comité Zetelbeleid en, via haar, de bevoegde Diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

6. Aard van de overeenkomst op het interne Belgische vlak.

Op het interne Belgische vlak vallen de bepalingen van de Overeenkomst onder de bevoegdheid van de Federale Overheid, maar tevens voor een deel ook onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals dit werd bepaald door de Werkgroep Gemengde Verdragen tijdens zijn zitting van 22.09.2016.

Onder de handtekening van de vertegenwoordiger van de Minister van Buitenlandse Zaken van België staat er bijgevolg, in overeenstemming met de Gemeenschappen en de Gewesten, een formule die zegt dat deze handtekening ook de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt.

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by 'R' and 'YNDERS'.

Didier REYNDERS

ACCORD INSTITUANT
LA FONDATION INTERNATIONALE UE-ALC

EU-LAC/fr 1

Les parties au présent accord,

RAPPELANT le partenariat stratégique établi entre l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) et l'Union européenne (UE) en juin 1999 dans le cadre du premier sommet UE-ALC de Rio de Janeiro;

TENANT COMPTE DE l'initiative adoptée par les chefs d'État ou de gouvernement de l'ALC et de l'UE lors du cinquième sommet UE-ALC, qui s'est tenu à Lima, République du Pérou, le 16 mai 2008;

RAPPELANT la décision relative à la création de la Fondation UE-ALC adoptée par les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE et de l'ALC, le président du Conseil européen et le président de la Commission, lors du sixième sommet UE-ALC, qui s'est tenu à Madrid, Espagne, le 18 mai 2010;

RAPPELANT la création en 2011 d'une fondation transitoire en République fédérale d'Allemagne, qui mettra un terme à ses activités seront et sera dissoute dès l'entrée en vigueur de l'accord international sur la création de la Fondation UE-ALC;

RÉAFFIRMANT la nécessité de mettre en place une organisation internationale de nature intergouvernementale relevant du droit international public, au moyen d'un «accord international sur la création de la Fondation UE-ALC conforme au mandat adopté lors d'une réunion ministérielle en marge du sixième sommet UE-ALC de Madrid», qui contribuent au renforcement des liens existants entre les États d'Amérique latine et des Caraïbes, l'UE et les États membres de l'UE;

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Objet

1. Le présent accord établit la Fondation internationale UE-ALC (ci-après dénommée «Fondation» ou «Fondation UE-ALC»).
2. Le présent accord décrit les objectifs de la Fondation et fixe les règles et les orientations générales définissant ses activités, sa structure et son fonctionnement.

ARTICLE 2

Nature et siège

1. La Fondation UE-ALC est une organisation internationale de nature intergouvernementale, instituée en vertu du droit international public. Elle vise à renforcer le partenariat birégional entre l'UE et les États membres de l'UE et la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC).
2. Le siège de la Fondation UE-ALC est situé dans la ville libre hanséatique de Hambourg, en République fédérale d'Allemagne.

ARTICLE 3

Membres de la fondation

1. Les États d'Amérique latine et des Caraïbes, les États membres de l'UE et l'UE, ayant exprimé leur consentement à être liés par le présent accord, conformément à leurs procédures juridiques internes, deviennent les seuls membres de la Fondation UE-ALC.
2. La Fondation UE-ALC est également ouverte à la participation de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC).

ARTICLE 4

Personnalité juridique

1. La Fondation UE-ALC possède une personnalité juridique internationale et la capacité juridique nécessaire pour mettre en œuvre ses objectifs et ses activités, sur le territoire de chacun de ses membres, et en conformité avec leurs droits internes.
2. La Fondation peut également conclure des contrats, acquérir et aliéner des biens meubles et immeubles et ester en justice.

ARTICLE 5

Objectifs de la fondation

1. La Fondation UE-ALC:
 - a) contribue au renforcement du processus de partenariat birégional CELAC-UE impliquant la participation et la contribution de la société civile et d'autres acteurs sociaux;
 - b) encourage une connaissance et une compréhension mutuelles accrues entre les deux régions;
 - c) renforcer la visibilité mutuelle de chaque région, ainsi que le partenariat birégional en soi.
2. La Fondation UE-ALC vise notamment à:
 - a) promouvoir et coordonner des activités orientées vers les résultats, à l'appui des relations birégionales, et axées sur la mise en œuvre des priorités définies lors des sommets CELAC-UE;
 - b) promouvoir le débat sur des stratégies communes destinées à mettre en œuvre les priorités susmentionnées en favorisant la recherche et les études;
 - c) développer des échanges fructueux et de nouvelles opportunités de mise en réseau auprès de la société civile et d'autres acteurs sociaux.

ARTICLE 6

Critères applicables aux activités

1. Pour atteindre les objectifs fixés à l'article 5 du présent accord, les activités de la Fondation UE-ALC:
 - a) sont fondées sur les priorités et les thèmes examinés par les chefs d'État ou de gouvernement lors des sommets, et se concentrent sur les besoins recensés dans le cadre du développement de la relation birégionale;
 - b) associent, dans la mesure du possible et dans le cadre des activités de la Fondation, la société civile et d'autres acteurs sociaux, tels que les établissements universitaires, et prennent en considération leur contribution de manière non contraignante. À cet effet, chaque membre pourrait désigner les établissements et les organisations pertinents, œuvrant au renforcement du dialogue birégional au niveau national;
 - c) apportent une valeur ajoutée aux initiatives existantes;
 - d) donnent de la visibilité au partenariat, notamment en ciblant des actions ayant un effet multiplicateur.
2. Lorsqu'elle lance ou mène à bien des activités, la Fondation UE-ALC est dynamique, tournée vers l'action et en recherche de résultats.

ARTICLE 7

Activités de la fondation

1. Pour atteindre les objectifs définis à l'article 5, la Fondation UE-ALC s'engage, entre autres, dans les activités suivantes:
 - a) favoriser le débat, au moyen de séminaires, de conférences, d'ateliers, de groupes de réflexion, de cours, d'expositions, de publications, de présentations, de formations professionnelles, d'échanges de bonnes pratiques et de connaissances spécialisées;
 - b) promouvoir et soutenir des manifestations liées à des thèmes examinés lors des sommets CELAC-UE et aux priorités définies lors des réunions de hauts fonctionnaires CELAC-UE;
 - c) lancer des initiatives et des programmes birégionaux de sensibilisation, y compris des échanges dans les domaines prioritaires recensés;
 - d) encourager des études sur les thèmes recensés par les deux régions;
 - e) créer et proposer de nouvelles opportunités de contact en s'adressant notamment aux personnes ou aux institutions qui ne connaissent pas le partenariat CELAC-UE birégional;
 - f) créer une plate-forme sur l'internet et/ou générer une publication électronique.
2. La Fondation UE-ALC peut lancer des initiatives en collaboration avec des institutions publiques et privées, les institutions de l'UE, des institutions internationales et régionales, les États d'Amérique latine et des Caraïbes et les États membres de l'UE.

ARTICLE 8

Structure de la Fondation

La Fondation UE-ALC se compose comme suit:

- a) le conseil des gouverneurs;
- b) le président; et
- c) le directeur exécutif.

ARTICLE 9

Conseil des gouverneurs

1. Le conseil des gouverneurs est composé de représentants des membres de la Fondation UE-ALC. Il se réunit au niveau des hauts fonctionnaires et, le cas échéant, au niveau des ministres des affaires étrangères à l'occasion des sommets CELAC-UE.
2. La Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) est représentée au sein du conseil des gouverneurs par la présidence pro tempore, sans préjudice de la participation du pays concerné en sa qualité de membre.

3. Le bureau exécutif de l'assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EuroLat) est invité à nommer un représentant de chaque région en tant qu'observateur au sein du conseil des gouverneurs.

4. L'assemblée parlementaire paritaire Afrique Caraïbes Pacifique (ACP)-UE est invitée à nommer un représentant de l'UE et un représentant des Caraïbes en tant qu'observateurs au sein du conseil des gouverneurs.

ARTICLE 10

Présidence du conseil des gouverneurs

Le conseil des gouverneurs compte deux présidents, un représentant de l'UE et un représentant des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

ARTICLE 11

Prérogatives du conseil des gouverneurs

Le conseil des gouverneurs de la Fondation UE-ALC exerce les prérogatives suivantes:

- a) nomme le président et le directeur exécutif de la Fondation;
- b) adopte les orientations générales pour les travaux de la Fondation et définit ses priorités opérationnelles et son règlement interne, ainsi que des mesures appropriées permettant de garantir la transparence et l'obligation de rendre compte en ce qui concerne notamment le financement externe;

- c) approuve la conclusion de l'accord relatif au siège, ainsi que de tout autre accord ou arrangement que la Fondation est susceptible de conclure avec les États d'Amérique latine et des Caraïbes et les États membres de l'UE sur la question des privilèges et immunités;
- d) arrête le budget et le statut du personnel sur la base d'une proposition du directeur exécutif;
- e) approuve les modifications de la structure organisationnelle de la Fondation sur la base d'une proposition du directeur exécutif;
- f) adopte un programme de travail pluriannuel, y compris des prévisions budgétaires pluriannuelles, en principe avec un horizon de quatre ans, sur la base d'un projet présenté par le directeur exécutif;
- g) adopte le programme de travail annuel, comprenant des projets et des activités pour l'année suivante sur la base d'un projet présenté par le directeur exécutif et dans le cadre du programme pluriannuel;
- h) arrête le budget annuel pour l'exercice suivant;
- i) approuve les critères permettant le suivi et le contrôle des projets de la Fondation, ainsi que les modalités de présentation de rapports sur ces projets;
- j) adopte le rapport annuel et les états financiers de la Fondation pour l'exercice antérieur;
- k) fournit orientations et conseils au président et au directeur exécutif;
- l) propose des modifications du présent accord aux parties;

- m) évalue l'évolution des activités de la Fondation et prend des mesures sur la base des rapports présentés par le directeur exécutif;
- n) assure le règlement des différends qui peuvent éventuellement survenir entre les parties à propos de l'interprétation ou de l'application du présent accord et de ses éventuelles modifications;
- o) révoque la nomination du président et/ou du directeur exécutif;
- p) approuve la mise en place de partenariats stratégiques;
- q) approuve la conclusion de tout accord ou instrument juridique négocié en conformité avec l'article 15, paragraphe 4, point i).

ARTICLE 12

Réunions du conseil des gouverneurs

1. Le conseil des gouverneurs se réunit deux fois par an en session ordinaire. Ces réunions sont organisées à l'occasion des rencontres des hauts fonctionnaires CELAC-UE.
2. Le conseil des gouverneurs tient des réunions extraordinaires à la demande d'un des présidents, du directeur exécutif ou d'au moins un tiers de ses membres.
3. Les fonctions de secrétariat du conseil des gouverneurs sont exercées sous l'autorité du directeur exécutif de la Fondation.

ARTICLE 13

Prise de décisions au conseil des gouverneurs

Le conseil des gouverneurs agit en présence de plus de la moitié des membres de chaque région.

Les décisions sont prises sur la base d'un consensus des membres présents.

ARTICLE 14

Président de la Fondation

1. Le conseil des gouverneurs désigne le président parmi les personnes proposées par les membres de la Fondation UE-ALC. Le président est nommé pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois.
2. Le président est une personnalité de renom tenue en très haute estime à la fois en Amérique latine, aux Caraïbes et dans l'Union européenne. Le président exerce sa fonction à titre bénévole, mais est en droit de recevoir un remboursement de toute dépense nécessaire et dûment justifiée.
3. La fonction de président est occupée alternativement par un ressortissant d'un État membre de l'UE et par un ressortissant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes. Si le président désigné vient d'un État membre de l'UE, le directeur exécutif vient d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes, et inversement.

4. Le président:

- a) représente la Fondation dans ses relations extérieures, en jouant un rôle visible et représentatif grâce à des contacts de haut niveau avec les autorités des États d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'UE et des États membres de l'UE, et avec d'autres partenaires;
- b) rend des comptes lors des réunions des ministres des affaires étrangères, d'autres réunions ministérielles, devant le conseil des gouverneurs et d'autres réunions importantes selon les nécessités;
- c) prodigue des conseils au directeur exécutif pour l'élaboration du programme de travail annuel et pluriannuel et du projet de budget présenté pour approbation au conseil des gouverneurs;
- d) exerce d'autres tâches définies par le conseil des gouverneurs.

ARTICLE 15

Directeur exécutif de la Fondation

- 1. La gestion de la Fondation est assurée par un directeur exécutif qui est nommé par le conseil des gouverneurs pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois, et qui est sélectionné parmi les candidats présentés par les membres de la Fondation UE-ALC.
- 2. Sans préjudice des compétences du conseil des gouverneurs, le directeur exécutif ne sollicite ni n'accepte d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre instance.

3. La fonction de directeur exécutif est rémunérée et occupée alternativement par un ressortissant d'un État membre de l'UE et par un ressortissant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes. Si le directeur exécutif désigné est un ressortissant d'un État membre de l'UE, le président désigné vient d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes, et inversement.

4. Le directeur exécutif est le représentant légal de la Fondation et exerce les fonctions suivantes:

- a) il élabore le programme de travail annuel et pluriannuel de la Fondation, ainsi que son budget, en consultant le président;
- b) il nomme et dirige le personnel de la Fondation, en veillant au respect des objectifs de celle-ci;
- c) il exécute le budget;
- d) il présente des rapports d'activité périodiques et annuels, ainsi que les états financiers au conseil des gouverneurs, en vue de leur adoption, en appliquant des procédures transparentes et en assurant une circulation adéquate des informations relatives à l'ensemble des activités réalisées ou soutenues par la Fondation, notamment une liste actualisée des institutions et des organisations recensées au niveau national et de celles prenant part aux activités de la Fondation;
- e) il présente le rapport visé à l'article 18;
- f) il prépare les réunions et assiste le conseil des gouverneurs;

- g) il consulte, le cas échéant, les représentants concernés de la société civile et d'autres acteurs sociaux, notamment les institutions qui pourraient avoir été désignées par les membres de la Fondation UE-ALC, en fonction de la question soulevée et des besoins réels, en tenant le conseil des gouverneurs informé des résultats de ces contacts pour leur examen ultérieur;
- h) il mène des consultations et négocie avec le pays d'accueil de la Fondation et les autres parties au présent accord à propos des avantages dont doit bénéficier la Fondation dans ces pays;
- i) il mène les négociations relatives à tout accord ou instrument juridique produisant des effets sur le plan international, avec des organisations internationales, des États et des institutions publiques ou privées sur les questions dépassant le fonctionnement administratif quotidien de la Fondation, après avoir dûment consulté le conseil des gouverneurs et lui avoir notifié l'ouverture et la conclusion attendue de ces négociations, et après consultation périodique à propos de leur contenu, de leur portée et de leur résultat probable;
- j) il fait rapport au conseil des gouverneurs de toute procédure légale impliquant la Fondation.

ARTICLE 16

Financement de la Fondation

1. Les contributions sont effectuées sur une base volontaire sans préjudice de la participation au conseil des gouverneurs.
2. La Fondation est financée essentiellement par ses membres. Le conseil des gouverneurs peut, tout en respectant l'équilibre birégional, envisager d'autres modalités de financement des activités de la Fondation.

3. Dans des cas spécifiques suivant une notification préalable au conseil des gouverneurs et une consultation de celui-ci pour approbation, la Fondation est autorisée à générer des ressources complémentaires au moyen d'un financement extérieur provenant d'institutions publiques et privées, y compris par la production de rapports et d'analyses sur demande. Ces ressources sont employées exclusivement pour les activités de la Fondation.
4. La République fédérale d'Allemagne fournit, à ses frais et dans le cadre de sa contribution financière à la Fondation, des locaux correctement meublés, adaptés à l'usage de la Fondation, ainsi que l'entretien, le matériel et la sécurité nécessaires aux installations.

ARTICLE 17

Vérification et publication des comptes

1. Le conseil des gouverneurs désigne des auditeurs indépendants chargés de vérifier les comptes de la Fondation.
2. Des déclarations relatives aux actifs, au passif, aux revenus et aux dépenses de la Fondation, vérifiées de manière indépendante, sont mises à la disposition des membres dès que possible à la fin de chaque exercice, mais au plus tard dans les six mois suivant la date en question, et sont soumises au conseil des gouverneurs pour approbation dès la première réunion qui suit.
3. Un résumé de la vérification des comptes et du bilan est publié.

ARTICLE 18

Évaluation de la Fondation

À partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord, le directeur exécutif présente tous les quatre ans au conseil des gouverneurs un rapport sur les activités de la Fondation. Le conseil des gouverneurs évalue de manière globale l'ensemble des activités et prend toute décision relative aux activités futures de la Fondation.

ARTICLE 19

Partenariats stratégiques

1. La Fondation compte quatre partenaires stratégiques: «l'Institut des Amériques» en France et la «Regione Lombardia» en Italie pour ce qui concerne l'UE, la «Global Foundation for Democracy and Development (FUNGLODE)» en République dominicaine et la «Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)» pour ce qui est de l'Amérique latine et des Caraïbes.
2. Pour atteindre ses objectifs, la Fondation UE-ALC peut mettre en place de futurs partenariats stratégiques avec des organisations intergouvernementales, des États ou des institutions publiques et privées des deux régions, toujours dans le respect du principe de l'équilibre birégional.

ARTICLE 20

Privilèges et immunités

1. La nature et la personnalité juridique de la Fondation sont définies aux articles 2 et 4.
2. Les statuts, les privilèges et les immunités de la Fondation, du conseil des gouverneurs, du président, du directeur exécutif, des membres du personnel et des représentants des membres sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne aux fins de l'exercice de leurs fonctions sont déterminés par un accord de siège conclu entre le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Fondation.
3. L'accord de siège visé au paragraphe 2 du présent article est indépendant du présent accord.
4. La Fondation peut conclure avec un ou plusieurs États d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que des États membres de l'UE d'autres accords devant être approuvés par le conseil des gouverneurs, portant sur les privilèges et les immunités nécessaires au bon fonctionnement de la Fondation sur leurs territoires respectifs.
5. Dans le cadre de ses activités officielles, la Fondation, ainsi que ses avoirs, ses revenus et autres biens, sont exonérés de tout impôt direct. La Fondation n'est pas exonérée du paiement de services prestés.
6. Le directeur exécutif et le personnel de la Fondation sont exonérés des impôts nationaux sur les salaires et les émoluments versés par la Fondation.

7. Les membres du personnel de la Fondation sont tous les membres du personnel nommés par le directeur exécutif, à l'exception de ceux qui sont recrutés localement et rétribués selon des taux horaires.

ARTICLE 21

Langues de la Fondation

Les langues de travail de la Fondation sont celles employées dans le cadre du partenariat stratégique entre l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Union européenne depuis la mise en place de ce dernier en juin 1999.

ARTICLE 22

Règlement des différends

Tout différend susceptible de survenir entre les parties au sujet de l'application ou l'interprétation du présent accord et de ses amendements fait l'objet de négociations directes entre elles en vue d'un règlement rapide. Si le différend n'est pas réglé par cette voie, il est soumis à la décision du conseil des gouverneurs.

ARTICLE 23

Amendements

1. Le présent accord peut être modifié à l'initiative du conseil des gouverneurs de la Fondation UE-ALC, ou à la demande de l'une des parties. Les propositions d'amendements sont transmises au dépositaire, qui les notifie à l'ensemble des parties pour examen et négociation.
2. Les amendements sont adoptés sur la base d'un consensus et entrent en vigueur trente jours après la date de réception par le dépositaire de la dernière notification indiquant que toutes les formalités requises ont été remplies.
3. Le dépositaire notifie à toutes les parties l'entrée en vigueur des amendements.

ARTICLE 24

Ratification et accession

1. Le présent accord est ouvert à la signature de tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes, des membres de l'UE, et de l'UE, à partir du 25 octobre 2016 jusqu'à la date de son entrée en vigueur, et est soumis à ratification. Les instruments de ratification sont remis au dépositaire.
2. Le présent accord reste ouvert à l'adhésion de l'UE, des États d'Amérique latine et des Caraïbes et des États membres de l'UE qui ne l'ont pas signé. Les instruments d'adhésion correspondants sont remis au dépositaire.

ARTICLE 25

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entre en vigueur trente jours après le dépôt par huit parties de chaque région, y compris la République fédérale d'Allemagne et l'UE, de leurs instruments respectifs de ratification ou d'adhésion auprès du dépositaire. Pour les autres États d'Amérique latine et des Caraïbes, et les États membres de l'UE, déposant leurs instruments de ratification ou d'adhésion après la date d'entrée en vigueur, le présent accord entre en vigueur trente jours après le dépôt, par ces États d'Amérique latine et des Caraïbes, et les États membres, de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.
2. Le dépositaire notifie à toutes les parties la réception des instruments de ratification ou d'adhésion ainsi que la date d'entrée en vigueur du présent accord, conformément au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 26

Durée et dénonciation

1. Le présent accord a une durée illimitée.
2. Chacune des parties a la possibilité de dénoncer le présent accord par notification écrite adressée au dépositaire par la voie diplomatique. La dénonciation prend effet douze mois après réception de la notification.

ARTICLE 27

Dissolution et liquidation

1. La Fondation est dissoute:

- a) si tous ses membres, ou l'ensemble de ses membres sauf un, ont dénoncé l'accord, ou
- b) si les membres de la Fondation décident de mettre fin à ses activités.

2. En cas de cessation des activités, la Fondation n'existe qu'aux fins de sa liquidation. Ses affaires sont réglées par des liquidateurs qui procèdent à la vente des actifs de la Fondation et à l'extinction du passif. Le solde est attribué aux membres au prorata de leurs contributions respectives.

ARTICLE 28

Dépositaire

Le secrétariat général du Conseil de l'Union européenne est le dépositaire du présent accord.

ARTICLE 29

Réserves

1. Au moment de signer ou de ratifier le présent accord, ou d'y adhérer, les parties peuvent émettre des réserves et/ou des déclarations relatives à son contenu, pour autant qu'elles ne soient pas incompatibles avec son objet et sa finalité.
2. Les réserves et les déclarations formulées sont communiquées au dépositaire, qui les notifie aux autres parties à l'accord.

ARTICLE 30

Dispositions transitoires

À partir de l'entrée en vigueur du présent accord, la fondation transitoire instituée en 2011 en vertu du droit de la République fédérale d'Allemagne cesse ses activités et est dissoute. Les actifs et le passif, les ressources, les fonds et autres obligations contractuelles de la fondation transitoire sont transférés à la Fondation UE-ALC créée au titre du présent accord. À cette fin, la Fondation UE-ALC et la fondation transitoire parachèvent les instruments juridiques nécessaires avec la République fédérale d'Allemagne et satisfont aux exigences légales correspondantes.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités, ont signé le présent accord établi en un exemplaire unique en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, tous les textes faisant également foi, et déposé aux archives du Conseil de l'Union européenne, qui en remet une copie certifiée conforme à l'ensemble des parties.

PUBLIC FEDERAL AFFAIRS
 VERHEIDSDIEN
 SERVICE
 23 MARCH 2007

De partijen bij deze overeenkomst,

HERINNEREND aan het strategische partnerschap dat in juni 1999 tussen Latijns-Amerika en het Caribisch gebied (LAC) en de Europese Unie (EU) tot stand is gekomen binnen het kader van de eerste EU-LAC-topconferentie van Rio de Janeiro,

REKENING HOUDEND MET het initiatief dat de staatshoofden en regeringsleiders van LAC en de EU hebben genomen tijdens de vijfde EU-LAC-topconferentie in Lima, Peru, op 16 mei 2008,

HERINNEREND aan het besluit met betrekking tot de oprichting van de EU-LAC-Stichting dat de staatshoofden en regeringsleiders van de EU en LAC, de voorzitter van de Europese Raad en de voorzitter van de Commissie, op de zesde EU-LAC-topconferentie in Madrid, Spanje, op 18 mei 2010, hebben vastgesteld,

HERINNEREND aan de oprichting in 2011 van een voorlopige stichting in de Bondsrepubliek Duitsland, die haar activiteiten zal stopzetten en zal worden ontbonden wanneer de internationale oprichtingsovereenkomst van de EU-LAC-Stichting in werking treedt,

NOGMAALS WIJZEND op de noodzaak om een internationale organisatie van intergouvernementele aard als internationaal rechtssubject op te richten op basis van een "internationale oprichtingsovereenkomst van de EU-LAC-Stichting gebaseerd op het mandaat dat tijdens een ministeriële bijeenkomst in de marge van de 6e EU-LAC-topconferentie van Madrid," is vastgesteld en dat bijdraagt tot de versterking van de bestaande banden tussen de Latijns-Amerikaanse en Caribische Staten, de EU en de EU-lidstaten,

ZIJN het volgende OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1

Voorwerp

1. De internationale EU-LAC-Stichting ("de Stichting" of "de EU-LAC-Stichting") wordt opgericht bij deze overeenkomst.
2. In deze overeenkomst worden de doelstellingen van de Stichting vastgesteld en worden de regels en richtsnoeren bepaald voor haar activiteiten, structuur en werking.

ARTIKEL 2

Aard en hoofdzetel van de Stichting

1. De EU-LAC-Stichting is een krachtens het volkenrecht opgerichte internationale intergouvernementele organisatie. Zij richt zich op de versterking van het biregionale partnerschap tussen de EU en de EU-lidstaten, en de Gemeenschap van Latijns-Amerikaanse en Caribische staten (CELAC).
2. De hoofdzetel van de EU-LAC-Stichting is gevestigd in de Vrije Hanzestad Hamburg, Bondsrepubliek Duitsland.

ARTIKEL 3

Leden van de Stichting

1. De Latijns-Amerikaanse en Caribische Staten, de EU-lidstaten en de EU, die te kennen hebben geven dat zij ermee instemmen overeenkomstig hun interne juridische procedures door de overeenkomst te worden gebonden, worden de enige leden van de EU-LAC-Stichting.
2. De EU-LAC-Stichting staat ook open voor de deelname van de Gemeenschap van Latijns-Amerikaanse en Caribische staten (CELAC).

ARTIKEL 4

Rechtspersoonlijkheid

1. De EU-LAC-Stichting heeft internationale rechtspersoonlijkheid en beschikt over de nodige handelingsbekwaamheid voor de verwezenlijking van haar doelstellingen en activiteiten, op het grondgebied van elk van haar leden, overeenkomstig hun nationale wetgeving.
2. De Stichting heeft de bevoegdheid om contracten te sluiten, roerende en onroerende goederen te verwerven en te vervreemden, en in rechte op te treden.

ARTIKEL 5

Doelstellingen van de Stichting

1. De EU-LAC-Stichting:
 - a) draagt bij tot de versterking van het CELAC-EU biregionale partnerschap waarbij gezorgd wordt voor de deelname en inbreng van het maatschappelijk middenveld en andere sociale actoren;
 - b) bevordert een grotere wederzijdse kennis en begrip tussen beide regio's;
 - c) versterkt de onderlinge zichtbaarheid tussen beide regio's en die van het biregionale partnerschap zelf.
2. De EU-LAC-Stichting richt zich in het bijzonder op:
 - a) bevordering en coördinatie van resultaatgerichte activiteiten ter ondersteuning van biregionale betrekkingen en toegespitst op de uitvoering van de prioriteiten die op CELAC-EU-topconferenties zijn vastgesteld;
 - b) bevordering van het overleg over gemeenschappelijke strategieën die gericht zijn op de uitvoering van de bovenvermelde prioriteiten door het stimuleren van onderzoek en studies;
 - c) bevordering van vruchtbare uitwisselingen en nieuwe netwerkmogelijkheden voor het maatschappelijk middenveld en andere sociale actoren.

ARTIKEL 6

Criteria voor het opzetten van activiteiten

1. Om de in artikel 5 van deze overeenkomst bedoelde doelstellingen te verwezenlijken,
 - a) zijn de activiteiten van de EU-LAC-Stichting gebaseerd op de prioriteiten en thema's die aan de orde zijn gekomen op de topconferenties op het niveau van de staatshoofden en regeringsleiders en die zijn gericht op de vastgestelde behoeften ter bevordering van het biregionale partnerschap;
 - b) worden - voor zover mogelijk en in het kader van de activiteiten van de Stichting - het maatschappelijk middenveld en andere sociale actoren, zoals academische instellingen hierbij betrokken, waarbij zonder enige verplichting met hun bijdragen rekening kan worden gehouden. Hiertoe kan elk lid passende instellingen en organisaties identificeren die de biregionale dialoog op nationaal niveau kunnen versterken;
 - c) bieden de activiteiten een toegevoegde waarde voor de bestaande initiatieven;
 - d) verlenen de activiteiten zichtbaarheid aan het partnerschap, waarbij de aandacht in het bijzonder uitgaat naar acties met een multiplicatoreffect.
2. Bij het opstarten of deelnemen aan activiteiten is de EU-LAC-Stichting dynamisch, actie- en resultaatgericht.

ARTIKEL 7

Activiteiten van de Stichting

1. Om de in artikel 5 bedoelde doelstellingen te bereiken, worden onder meer volgende activiteiten door de EU-LAC-Stichting ondernomen:
 - a) een impuls geven aan het debat door middel van seminars, conferenties, workshops, discussiegroepen, opleidingen, tentoonstellingen, publicaties, presentaties, beroepsopleiding, uitwisselingen van beste praktijken en specifieke kennis;
 - b) bevorderen en ondersteunen van evenementen die verband houden met onderwerpen die aan de orde komen in de CELAC-EU-topconferenties en die betrekking hebben op de prioriteiten van de bijeenkomsten van hoge ambtenaren van CELAC-EU (SOM);
 - c) opstarten van biregionale bewustmakingsprogramma's en -initiatieven, inclusief uitwisselingen op de vastgestelde prioritaire gebieden;
 - d) bevorderen van studies over vraagstukken die door beide regio's aan de orde zijn gesteld;
 - e) streven naar en aanbieden van nieuwe contactmogelijkheden, waarbij met name rekening wordt gehouden met individuen of instellingen die niet vertrouwd zijn met het biregionale CELAC-EU partnerschap;
 - f) oprichten van een internetplatform en/of ontwikkelen van een elektronische publicatie.
2. DE EU-LAC-Stichting kan initiatieven opzetten in samenwerking met openbare en particuliere instellingen, EU-instellingen, internationale en regionale instellingen, Latijns-Amerikaanse en Caribische staten en EU-lidstaten.

ARTIKEL 8

Structuur van de Stichting

De EU-LAC-Stichting omvat:

- a) de raad van bestuur;
- b) de voorzitter; alsmede
- c) de uitvoerend directeur.

ARTIKEL 9

Raad van bestuur

1. De raad van bestuur is samengesteld uit vertegenwoordigers van de leden van de EU-LAC-Stichting. Hij vergadert op het niveau van hoge ambtenaren en kan indien nodig vergaderen op het niveau van de ministers van buitenlandse zaken naar aanleiding van de CELAC-EU-topconferenties.
2. De Gemeenschap van Latijns-Amerikaanse en Caribische staten (CELAC) wordt in de raad van bestuur vertegenwoordigd door het tijdelijk voorzitterschap van CELAC, hetgeen de deelname van het desbetreffende land in zijn nationale hoedanigheid onverlet laat.

3. Het uitvoerend bureau van de Euro-Latijns-Amerikaanse Parlementaire Vergadering (EuroLat) wordt verzocht een vertegenwoordiger van elke regio als waarnemer in de raad van bestuur aan te stellen.

4. De Paritaire Parlementaire Vergadering ACS-EU wordt verzocht een vertegenwoordiger van zowel de EU als het Caribisch gebied aan te stellen als waarnemers bij de raad van bestuur.

ARTIKEL 10

Voorzitterschap van de raad van bestuur

De raad van bestuur heeft twee voorzitters, waarbij de ene de EU vertegenwoordigt en de andere de Latijns-Amerikaanse en Caribische staten.

ARTIKEL 11

Bevoegdheden van de raad van bestuur

De raad van bestuur van de EU-LAC-Stichting oefent de volgende bevoegdheden uit:

- a) aanstelling van de voorzitter en de uitvoerend directeur van de Stichting;
- b) vaststelling van de algemene richtsnoeren voor de werkzaamheden van de Stichting en bepaling van de operationele prioriteiten en het reglement van orde van de Stichting, alsook van de passende maatregelen om de transparantie en verantwoordingsplicht te waarborgen, in het bijzonder met betrekking tot de externe financiering;

- c) goedkeuring van de sluiting van de zetelovereenkomst alsook van elke andere overeenkomst of regeling die de Stichting zou kunnen afsluiten met Latijns-Amerikaanse en Caribische staten en EU-lidstaten met betrekking tot voorrechten en immuniteiten;
- d) vaststelling van de begroting en personeelsstatuut op basis van een voorstel van de uitvoerend directeur;
- e) goedkeuring van de wijzigingen aan de organisatiestructuur van de Stichting op basis van een voorstel van de uitvoerend directeur;
- f) vaststelling van een meerjarig werkprogramma, met inbegrip van een meerjarige begrotingsraming, die in beginsel een termijn van vier jaar bestrijkt, op basis van het door de uitvoerend directeur ingediende ontwerp;
- g) vaststelling van het jaarlijkse werkprogramma, inclusief projecten en activiteiten voor het komende jaar op basis van een door de uitvoerend directeur ingediend ontwerp en binnen het kader van het meerjarenprogramma;
- h) vaststelling van de jaarbegroting voor het volgende jaar;
- i) goedkeuring van de criteria voor de monitoring en controle van en rapportering over de projecten van de Stichting;
- j) vaststelling van het jaarverslag en de jaarrekening van de Stichting van het vorige jaar;
- k) verstrekking van richtsnoeren en advies aan de voorzitter en de uitvoerend directeur;
- l) voorstelling van wijzigingen van de overeenkomst aan de partijen;

- m) beoordeling van de ontwikkeling van de activiteiten van de Stichting en optreden op basis van de door de uitvoerende directeur ingediende rapporten;
- n) regeling van de geschillen die zich eventueel kunnen voordoen tussen de partijen met betrekking tot uitlegging of toepassing van de overeenkomst en wijzigingen daarop;
- o) intrekking van de aanstelling van de voorzitter en /of van die van de uitvoerend directeur;
- p) goedkeuring van het aangaan van strategische partnerschappen;
- q) goedkeuring van de sluiting van een overeenkomst of rechtsinstrument waarover is onderhandeld overeenkomstig artikel 15, lid 4, onder i).

ARTIKEL 12

Bijeenkomsten van de raad van bestuur

1. De raad van bestuur houdt twee gewone vergaderingen per jaar. Zij vallen samen met de bijeenkomsten van hoge ambtenaren van CELAC-EU (SOM).
2. De raad van bestuur houdt buitengewone vergaderingen op verzoek van een voorzitter, de uitvoerend directeur of op verzoek van ten minste een derde van zijn leden.
3. De secretariaatsaken voor de raad van bestuur worden uitgevoerd onder het gezag van de uitvoerend directeur van de Stichting.

ARTIKEL 13

Besluitvorming van de raad van bestuur

De raad van bestuur kan optreden bij aanwezigheid van meer dan de helft van zijn leden van elke regio. De besluiten worden met consensus genomen door de aanwezige leden.

ARTIKEL 14

Voorzitter van de Stichting

1. De raad van bestuur kiest de voorzitter uit de door de leden van de EU-LAC-Stichting voorgedragen kandidaten. De voorzitter wordt benoemd voor een termijn van vier jaar, die eenmaal kan worden verlengd.
2. De voorzitter is een bekende en zeer gerespecteerde persoonlijkheid in zowel Latijns-Amerika en het Caribisch gebied als in de EU. De voorzitter werkt onbezoldigd, maar heeft recht op de terugbetaling van noodzakelijke en naar behoren gemotiveerde onkosten.
3. Het ambt van voorzitter wordt bij toerbeurt vervuld door een onderdaan van een EU-lidstaat of een onderdaan van een Latijns-Amerikaanse of Caribische staat. Indien de aangestelde voorzitter afkomstig is van een EU-lidstaat, komt de aangestelde uitvoerend directeur uit een Latijns-Amerikaanse of Caribische staat en omgekeerd.

4. De voorzitter:
- a) vertegenwoordigt de Stichting in haar externe betrekkingen, door een zichtbare en representatieve rol te spelen door middel van contacten op hoog niveau met autoriteiten van Latijns-Amerika en het Caribisch gebied, de EU, de EU-lidstaten en andere partners;
 - b) rapporteert aan de bijeenkomsten van de ministers van Buitenlandse Zaken, andere ministeriële bijeenkomsten, de raad van bestuur en zo nodig andere belangrijke bijeenkomsten;
 - c) verstrekt advies aan de uitvoerend directeur bij de voorbereiding van het ontwerp van het meerjarige en jaarlijkse werkprogramma en de ontwerpbegroting die ter goedkeuring aan de raad van bestuur worden voorgelegd;
 - d) voert andere taken uit zoals afgesproken door de raad van bestuur.

ARTIKEL 15

Uitvoerend directeur van de Stichting

1. De Stichting wordt beheerd door een uitvoerend directeur die door de raad van bestuur voor een termijn van vier jaar wordt benoemd, die éénmaal kan worden verlengd, en wordt gekozen uit de door de leden van de EU-LAC-Stichting voorgedragen kandidaten.
2. Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de raad van bestuur, vraagt of aanvaardt de uitvoerend directeur geen aanwijzingen van enige regering of van enig ander orgaan.

3. Het ambt van uitvoerend directeur is bezoldigd en wordt bij toerbeurt vervuld door een onderdaan van een EU-lidstaat en een onderdaan van een Latijns-Amerikaanse of Caribische staat. Indien de aangestelde uitvoerend directeur afkomstig is van een EU-lidstaat, komt de aangestelde voorzitter uit een Latijns-Amerikaanse of Caribische staat en omgekeerd.
4. De uitvoerend directeur is de wettelijke vertegenwoordiger van de Stichting en oefent de volgende taken uit:
- a) opstelling van het meerjarige en jaarlijkse werkprogramma van de Stichting en haar begroting in overleg met de voorzitter;
 - b) aanstellen van en leiding geven aan het personeel van de Stichting, in overeenstemming met de doelstellingen van de Stichting;
 - c) uitvoering van de begroting;
 - d) indiening van periodieke en jaarlijkse activiteitenverslagen, alsook financiële rekeningen aan de raad van bestuur voor goedkeuring, handhaving van transparante procedures en correcte doorstroming van informatie betreffende alle activiteiten die door de Stichting zijn verricht of ondersteund, met inbegrip van een geactualiseerde lijst van de op nationale niveau vastgestelde instellingen en organisaties en die welke deelnemen aan de activiteiten van de Stichting;
 - e) indiening van het in artikel 18 bedoelde rapport;
 - f) voorbereiding van de bijeenkomsten en ondersteuning van de raad van bestuur;

- g) raadpleging wanneer dit nodig is van de bevoegde vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld en andere sociale actoren, in het bijzonder de instellingen die hiervoor door de leden van de EU-LAC-Stichting kunnen zijn aangewezen, afhankelijk van kwestie die aan de orde is gesteld en de concrete behoeften, waarbij de raad van bestuur in kennis wordt gesteld van de resultaten van deze contacten met het oog op verder onderzoek;
- h) raadplegingen en onderhandelingen met het gastland van de Stichting en de andere partijen bij deze overeenkomst met betrekking tot de nadere kenmerken van de faciliteiten waarop de Stichting in deze staten een beroep kan doen;
- i) onderhandelingen over een overeenkomst of rechtsinstrument met internationale werking, met internationale organisaties, staten, publieke of particuliere instellingen over aangelegenheden die verder gaan dan de administratieve, dagelijkse werking van de Stichting, na passend overleg met en kennisgeving bij de raad van bestuur over de aanvang en geplande afronding van deze onderhandelingen, alsook periodiek overleg over hun inhoud, reikwijdte en vermoedelijk resultaat;
- j) rapportering aan de raad van bestuur over gerechtelijke procedures waarbij de Stichting is betrokken.

ARTIKEL 16

Financiering van de Stichting

1. De bijdragen worden verstrekt op basis van vrijwilligheid en zonder afbreuk te doen aan de deelname aan de raad van bestuur.
2. De Stichting wordt hoofdzakelijk gefinancierd door haar leden. De raad van bestuur kan met inachtneming van het biregionale evenwicht, andere financieringswijzen van de activiteiten van de Stichting overwegen.

3. In specifieke gevallen en na voorafgaande kennisgeving aan en voorafgaand overleg met de raad van bestuur met het oog op goedkeuring is de Stichting gemachtigd extra middelen te genereren door een beroep te doen op externe financiering van publieke en particuliere instellingen, onder meer door het opstellen van rapporten en analyses op verzoek. Deze middelen worden uitsluitend benut voor de activiteiten van de Stichting.

4. De Bondsrepubliek Duitsland stelt op eigen kosten en in het kader van haar eigen financiële bijdrage aan de Stichting naar behoren gemeubileerde panden ter beschikking van de Stichting die geschikt zijn om door de Stichting te worden gebruikt, met de bijbehorende onderhoudswerkzaamheden, nutsvoorzieningen en beveiliging.

ARTIKEL 17

Accountantscontrole en openbaarmaking van de rekeningen

1. De raad van bestuur benoemt onafhankelijke accountants voor het verifiëren van de rekeningen van de Stichting.
2. Zo spoedig mogelijk na het afsluiten van elk boekjaar, doch uiterlijk zes maanden na die datum, worden onafhankelijke accountantsverslagen inzake de activa, passiva, ontvangsten en uitgaven van de Stichting aan de leden ter beschikking gesteld. Zij worden door de raad van bestuur bestudeerd ten einde te worden goedgekeurd tijdens zijn eerstvolgende zitting.
3. Een samenvatting van de geverifieerde rekeningen alsmede de balans wordt gepubliceerd.

ARTIKEL 18

Evaluatie van de Stichting

Vanaf de datum van de inwerkingtreding van deze overeenkomst stelt de uitvoerend directeur om de vier jaar aan de raad van bestuur een rapport voor over de activiteiten van de Stichting. De raad van bestuur stelt een algemene beoordeling op van deze activiteiten en neemt een besluit met betrekking tot de toekomstige activiteiten van de Stichting.

ARTIKEL 19

Strategische partnerschappen

1. De Stichting heeft vier oorspronkelijke strategische partners: *L'Institut des Amériques* in Frankrijk en *Regione Lombardia* in Italië voor de EU, en de *Global Foundation for Democracy and Development* (FUNGLODE) in de Dominicaanse Republiek en de Economische Commissie van de Verenigde Naties voor Latijns-Amerika en het Caribisch Gebied (ECLAC) voor de Latijns-Amerikaanse en Caribische Staten.
2. Om haar doelstellingen te bereiken, kan de EU-LAC-Stichting toekomstige strategische partnerschappen opzetten met intergouvernementele organisaties, staten, publieke of private instellingen van beide regio's, met strikte inachtneming van het beginsel van biregionaal evenwicht.

ARTIKEL 20

Voorrechten en immuniteiten

1. De aard en rechtspersoonlijkheid van de Stichting is bepaald in de artikelen 2 en 4.
2. Voor de status, voorrechten en immuniteiten van de Stichting, de raad van bestuur, de voorzitter, de uitvoerend directeur, de personeelsleden en de vertegenwoordigers van de leden wanneer zij zich op het grondgebied van Bondsrepubliek Duitsland bevinden voor het uitoefenen van hun functies, geldt de zetelovereenkomst tussen de regering van de Bondsrepubliek Duitsland en de Stichting.
3. De in lid 2 van dit artikel bedoelde zetelovereenkomst staat los van deze overeenkomst.
4. De Stichting kan met een of meer Latijns-Amerikaanse en Caribische staten en EU-lidstaten andere overeenkomsten sluiten betreffende de voorrechten en immuniteiten die voor de goede werking van de Stichting op hun respectieve grondgebied vereist kunnen zijn; dergelijke overeenkomsten moeten door de raad van bestuur worden goedgekeurd.
5. In het kader van haar officiële activiteiten zijn de Stichting, haar bezittingen, inkomsten en andere eigendommen vrijgesteld van alle directe belastingen. De Stichting geniet geen vrijstelling van betaling voor geleverde diensten.
6. De uitvoerend directeur en de personeelsleden van de Stichting zijn vrijgesteld van nationale belastingen op de door de Stichting betaalde salarissen en emolumenten.

7. Onder personeelsleden van de Stichting wordt verstaan alle personeelsleden die door de uitvoerend directeur zijn benoemd, met uitzondering van die personeelsleden die ter plaatse zijn aangetrokken en volgens uurtarief worden vergoed.

ARTIKEL 21

Talen van de Stichting

De werktalen van de Stichting zijn die welke worden gebruikt door het strategische partnerschap tussen Latijns-Amerika en het Caribisch gebied en de Europese Unie sinds oprichting van het partnerschap in juni 1999.

ARTIKEL 22

Geschillenbeslechting

Alle geschillen tussen de partijen in verband met de uitvoering of uitlegging van deze overeenkomst of wijzigingen van deze overeenkomst worden voor rechtstreekse onderhandelingen voorgelegd aan de partijen met het oog op een tijdige afwikkeling. Indien het niet mogelijk is het geschil met deze middelen tot een oplossing te brengen, wordt het geschil ter beslissing voorgelegd aan de raad van bestuur.

ARTIKEL 23

Wijzigingen

1. Deze overeenkomst kan worden gewijzigd op initiatief van de raad van bestuur van de EU-LAC-Stichting of op verzoek van een van de partijen. De wijzigingsvoorstellen worden aan de depositaris toegezonden, die alle partijen ter overweging en met het oog op onderhandelingen ervan in kennis stelt.
2. De wijzigingen worden bij consensus goedgekeurd en treden in werking dertig dagen na de datum van ontvangst door de depositaris van de laatste kennisgeving dat alle voor de inwerkingtreding vereiste formaliteiten zijn voltooid.
3. De depositaris stelt alle partijen in kennis van de inwerkingtreding van de wijzigingen.

ARTIKEL 24

Bekrachtiging en toetreding

1. Deze overeenkomst staat open voor ondertekening door alle Latijns-Amerikaanse en Caribische staten, alle EU-lidstaten, en de EU, van 25 oktober 2016 tot de datum van de inwerkingtreding en dient te worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging worden neergelegd bij de depositaris.
2. Deze overeenkomst blijft open voor toetreding door de EU, en door die Latijns-Amerikaanse en Caribische staten en EU-lidstaten die de overeenkomst niet hebben ondertekend. De overeenkomstige akten van toetreding worden neergelegd bij de depositaris.

ARTIKEL 25

Inwerkingtreding

1. Deze overeenkomst treedt in werking dertig dagen nadat acht partijen van elke regio, met inbegrip van de Bondsrepubliek Duitsland en de EU, hun respectieve akten van bekrachtiging of toetreding hebben neergelegd bij de depositaris. Voor de andere Latijns-Amerikaanse en Caribische staten en de EU-lidstaten, die hun akten van bekrachtiging of toetreding neerleggen na de datum van inwerkingtreding, treedt deze overeenkomst in werking dertig dagen na de neerlegging door die Latijns-Amerikaanse en Caribische staten en de EU-lidstaten, van hun akten van bekrachtiging of toetreding.
2. De depositaris stelt alle partijen in kennis van de ontvangst van de akten van bekrachtiging en van toetreding alsook van de datum van de inwerkingtreding van deze overeenkomst, overeenkomstig lid 1 van dit artikel.

ARTIKEL 26

Geldigheidsduur en opzegging

1. Deze overeenkomst heeft een onbepaalde duur.
2. Deze overeenkomst kan door elke partij te allen tijde langs diplomatieke weg worden opgezegd door neerlegging van een schriftelijke verklaring bij de depositaris. De opzegging wordt van kracht twaalf maanden nadat kennisgeving is ontvangen.

ARTIKEL 27

Ontbinding en vereffening

1. De Stichting wordt ontbonden:
 - a) indien alle leden van de Stichting, of alle leden van de Stichting op één na, de overeenkomst hebben opgezegd; of
 - b) indien de leden van de Stichting besluiten over te gaan tot de beëindiging ervan.
2. In geval van beëindiging blijft de Stichting alleen bestaan ten behoeve van de vereffening. De vereffenaars gaan over tot de vereffening, waarbij de activa van de Stichting worden verkocht en de verplichtingen worden afgelost. Het saldo wordt aan de leden toegewezen pro rata hun respectieve bijdragen.

ARTIKEL 28

Depositaris

Het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie treedt op als depositaris van deze overeenkomst.

ARTIKEL 29

Vorbehouden

1. Bij de ondertekening of bekrachtiging van deze overeenkomst of de toetreding tot deze overeenkomst kunnen de partijen voorbehouden maken en/of verklaringen afleggen met betrekking tot de tekst ervan op voorwaarde dat deze niet onverenigbaar zijn met het voorwerp en doel van de overeenkomst.
2. De gemaakte voorbehouden en verklaringen worden medegedeeld aan de depositaris, die de andere partijen bij de overeenkomst ervan in kennis stelt.

ARTIKEL 30

Overgangsbepalingen

Vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst beëindigt de in 2011 naar Duits recht opgerichte voorlopige stichting haar activiteiten en wordt zij ontbonden. De activa en passiva, middelen, tegoeden en andere contractuele verplichtingen van de voorlopige stichting worden overgedragen naar de EU-LAC-Stichting die bij deze overeenkomst is ingesteld. Met het oog hierop zullen de EU-LAC-Stichting en de voorlopige stichting de nodige rechtsinstrumenten met de Bondsrepubliek Duitsland vervullen en voldoen aan de desbetreffende wettelijke verplichtingen.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, deze overeenkomst hebben ondertekend in één exemplaar in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Kroatische, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische en de Zweedse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek, die wordt neergelegd bij de archieven van de Raad van de Europese Unie, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift ervan doet toekomen aan elk van de partijen.

Настоящото споразумение е открито за подписване в Santo Domingo на 25 октомври 2016 г. и след това, от 1 ноември 2016 г. до датата на влизането му в сила, в Генералния секретариат на Съвета на Европейския съюз в Брюксел.

El presente Acuerdo quedará abierto a la firma en Santo Domingo el 25 de octubre de 2016 y, a continuación, desde el 1 de noviembre de 2016 hasta la fecha de su entrada en vigor en la Secretaría General del Consejo de la Unión Europea, en Bruselas.

Tato dohoda je otevřena k podpisu dne 25. října 2016 v Santo Domingu a poté od 1. listopadu 2016 do dne vstupu v platnost v Generálním sekretariátu Rady Evropské unie v Bruselu.

Denne aftale er åben for undertegnelse den 25. oktober 2016 i Santo Domingo og derefter fra den 1. november 2016 til datoen for dens ikrafttrædelse i Generalsekretariatet for Rådet for Den Europæiske Union i Bruxelles.

Dieses Übereinkommen liegt am 25. Oktober 2016 in Santo Domingo und danach vom 1. November 2016 bis zum Tag seines Inkrafttretens beim Generalsekretariat des Rates der Europäischen Union in Brüssel zur Unterzeichnung auf.

Käesolev leping on allakirjutamiseks avatud 25. oktoobril 2016 ning seejärel 1. novembrist 2016 kuni selle jõustumise kuupäevani Euroopa Liidu nõukogu peasekretariaadis Brüsselis.

Η συμφωνία θα παραμείνει ανοικτή προς υπογραφή στο Σάντο Ντομίνγκο στις 25 Οκτωβρίου 2016 και εν συνεχεία, από την 1η Νοεμβρίου 2016 έως την ημερομηνία που θα τεθεί σε ισχύ, στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης στις Βρυξέλλες.

This Agreement shall be open for signature in Santo Domingo on 25 October 2016 and thereafter from 1 November 2016 to the date of its entry into force at the General Secretariat of the Council of the European Union in Brussels.

Le présent accord est ouvert à la signature à Saint-Domingue le 25 octobre 2016 et, ensuite, du 1er novembre 2016 à la date de son entrée en vigueur, au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, à Bruxelles.

Il presente accordo sarà aperto alla firma il 25 ottobre 2016 a Santo Domingo e successivamente, dal 1° novembre 2016 alla data di entrata in vigore, presso il Segretariato generale del Consiglio dell'Unione europea a Bruxelles.

Ovaj Sporazum bit će otvoren za potpisivanje u Santo Domingu 25. listopada 2016., a nakon toga, od 1. studenoga 2016. do datuma njegova stupanja na snagu, u Glavnom tajništvu Vijeća Europske unije u Bruxellesu.

Šo nolīgumu dara pieejamu parakstīšanai 2016. gada 25. oktobrī Santodomingo (Santo Domingo) un pēc tam no 2016. gada 1. novembra līdz tā spēkā stāšanās dienai Eiropas Savienības Padomes Ģenerālsekretariātā Briselē.

Šis susitarimas pateiktas pasirašyti 2016 m. spalio 25 d. Santo Dominge, o paskui, nuo 2016 m. lapkričio 1 d. iki jo įsigaliojimo dienos, Europos Sąjungos Tarybos generaliniame sekretariate Briuselyje.

Ez a megállapodás 2016. október 25-én Santo Domingóban, majd 2016. november 1-jétől a hatálybalépésének időpontjáig Brüsszelben, az Európai Unió Tanácsának Főtitkárságán aláírásra nyitva áll.

Dan il-Ftehim għandu jkun miftuħ għall-iffirmar f'Santo Domingo fil-25 ta' Ottubru 2016 u wara dan mill-1 ta' Novembru 2016 sad-data tad-dhul fis-seħh tiegħu fis-Segretarjat Ġenerali tal-Kunsill tal-Unjoni Ewropea fi Brussell.

Deze overeenkomst staat open voor ondertekening op 25 oktober 2016 te Santo Domingo en vervolgens met ingang van 1 november 2016 tot de datum van inwerkingtreding ervan bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie te Brussel.

Niniejsza Umowa będzie otwarta do podpisu w Santo Domingo w dniu 25 października 2016 r., a następnie od 1 listopada 2016 r. do dnia wejścia w życie w Sekretariacie Generalnym Rady Unii Europejskiej w Brukseli.

O presente Acordo está aberto para assinatura em Santo Domingo, em 25 de outubro de 2016 e, posteriormente, de 1 de novembro de 2016 até à data da sua entrada em vigor, no Secretariado-Geral do Conselho da União Europeia, em Bruxelas.

Acest acord va fi deschis pentru semnare la Santo Domingo, la 25 octombrie 2016, iar ulterior, începând cu 1 noiembrie 2016 până la data intrării sale în vigoare, la Secretariatul General al Consiliului Uniunii Europene de la Bruxelles.

Táto dohoda bude otvorená na podpis 25. októbra 2016 v Santo Domingu a potom od 1. novembra 2016 do nadobudnutia platnosti na Generálnom sekretariáte Rady Európskej únie v Bruseli.

Ta sporazum bo na voljo za podpis 25. oktobra 2016 v Santu Domingu in nato od 1. novembra 2016 do začetka njegove veljavnosti v generalnem sekretariatu Sveta Evropske unije v Bruslju.

Tämä sopimus on avoinna allekirjoittamista varten Santo Domingossa 25 päivänä lokakuuta 2016 ja sen jälkeen 1 päivästä marraskuuta 2016 sen voimaantulopäivään asti Euroopan unionin neuvoston pääsihteeristössä Brysselissä.

Detta avtal är öppet för undertecknande i Santo Domingo den 25 oktober 2016 och därefter vid generalsekretariatet för Europeiska unionens råd i Bryssel från och med den 1 november 2016 till och med dagen för dess ikraftträdande.